

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Politique-et-economie-aux-Etats-Unis-Le-patriotisme-des-riches>

Politique et économie aux États-Unis :Le patriotisme des riches

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : jeudi 21 juillet 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans tout le monde, le riches presque ils n'émigrent pas, presque n'entrent pas dans le forces armée qu'ils envoient à ses guerres et qui rassasient tout de suite des honneurs et d'applaudissements, et ils maudissent l'État qui leur suce le sang. Quand les économies vont bien, ils exigent des diminutions d'impôts pour soutenir la prospérité et quand les choses vont mal exigent que le maudit État les sauve de la catastrophe (avec l'argent des impôts, ceci va sans dire).

Depuis la crise financière de 2008, le plus grand souci de la classe moyenne usaméricaine a été le chômage et le déficit, les deux hérités du gouvernement républicain de George Bush. A l'intérieur de ce parti, le « *Tea Party* » a surgi avec une force qui lui a permis de dominer sa rhétorique mais peut-être ceci sera sa propre ruine dans les prochaines élections, qui en principe se leur présentent favorables. Son drapeau est l'idéologie Reagan-Thatcher et l'orthodoxie de s'opposer à toute augmentation des impôts. Ils assurent que l'on ne peut pas pénaliser ceux qui triomphent, les riches, avec des impôts, parce qu'ils sont les riches qui créent les postes de travail quand la richesse commence à se répandre depuis là-haut. Dans un débat en 2008, Obama a commenté que les partisans de cette théorie (plutôt, une idéologie) avec la crise avaient découvert que quand on attend que la richesse ruisselle depuis là-haut, la douleur commence à monter depuis en bas.

Les actuelles données (pour ne pas aller loin) contredisent la théorie du « *trickle-down* » portée à l'extrême par le dernier gouvernement républicain, puisque la capacité d'avarice de « là-haut » est illimitée, pour ne pas dire à l'infinie, et le chômage n'a pas baissé dans ces dernières années, mais le contraire.

Bien que dans le pays 700.000 postes de travail ne soient pas détruits par mois comme a été fait il y a une paire d'années, la création de nouveaux postes continue d'être faible (entre 15.000 et 250.000 par mois ; un rythme salubre pour descendre 9.2 pour cent de chômage devrait être de 300.000 nouveaux postes par mois).

D'un autre côté, dans la dernière année la productivité a grandi dans des proportions plus grands et, surtout, les bénéfices des grandes compagnies. Chaque semaine on peut lire dans les quotidiens spécialisés les résultats de bénéfices gigantesques, d'un industriel ou des services qui ont augmenté ses gains de 30, 50 ou 60 pour cent, comme quelque chose de normal et routinier. N'importe lequel de ces pourcentages ils signifient quelques milliards de dollars. En incluant les auparavant laisse pour mortes automotrices de Detroit. Sans entrer dans des détails comment la classe moyenne, à travers l'État, a financé le sauvetage de tous ces géants, sans élection et sous la menace dont quelque chose de pire pouvait avoir arriver.

Depuis les années 80, la richesse d'haut continue de s'accumuler et le chômage en bas continue attendre depuis 2009 des niveaux historiques. Des études ont montré que cette différence entre riches et pauvres (*Bureau of Economic Analysis*), une caractéristique latinoméricaine, a grandi sous cette idéologie du [trickle-down](#).

Bien avant la crise de 2008, quand existait encore un excédent hérité de l'administration Clinton, les républicains ont réussi à réduire les impôts pour les couches les plus riches, parmi eux les groupes pétroliers. Cette période de faveur prenait fin cette année et il a été étendu par le propre Obama sous pression républicaine, peu de temps après que les Démocrates perdaient le contrôle de la Chambre basse. Alors, le président Obama a été fort critiqué par son propre parti pour donner plus de concessions aux Républicains que pour exiger de ceux-ci un peu en échange.

Cependant, dans ces dernières semaines les positions se sont polarisées. Dans l'une des dernières réunions avec les républicains, Obama, lui qui ne perd jamais son calme, il s'est s'abruptement levé en menaçant : « ne me

prouvez pas ». Devant les négociations pour augmenter le plafond d'endettement (une pratique normale aux États-Unis et dans beaucoup d'autres pays ; seulement dans l'administration Bush la même mesure a été votée sept fois) les républicains continuent d'essayer de suspendre et d'éliminer plusieurs programmes d'aide sociale et en se refusant de monter radicalement les impôts aux plus riches (dans de nombreux cas, des multimillionnaires).

Par leur part, les démocrates et le président Obama se refusent à réduire les services sociaux et dans une contrepartie ils exigent augmenter les impôts aux plus riches. J'ai écouté certains millionnaires en se demandant pourquoi ils ne payaient pas plus impôts quand ce sont eux, précisément, qu'ont plus de possibilités de contribuer quand le pays a besoin. Quand le pays de la moitié vers le bas a besoin de cela, faudrait préciser. Mais ils ne sont pas apparemment ces millionnaires qui font du *lobbies* en faisant pression dans les congrès des pays.

De toute façon, et malgré tout ce mise-en-scène républicaine, je n'ai pas de doutes de ce qu'avant le 2 août le parlement votera une nouvelle hausse du plafond d'endettement. Pourquoi ? Simplement parce que cela arrange aux dieux investisseurs de *Wall Street*. Non parce qu'il y a des travailleurs au chômage ou des soldats sans jambes dans l'attente de la charité de l'État qui les a envoyés au front en échange d'un discours et des quelques médailles.

Jorge MajfudJacksonville University

[El Correo](#). Paris, le 20 juillet 2011.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).